

## Note d'orientation n° 6/2024

---

### **Repenser la gouvernance face à la mobilité climatique : Intégrer les perspectives locales dans les politiques d'adaptation au changement climatique dans les contextes vulnérables en Afrique**

Joseph Inyama, Lothar Smith, Jeroen Warner et Arnoud Lagendijk  
Novembre 2024

---

#### À propos des auteurs

Joseph Inyama est doctorant au sein de la Chaire de Géographie humaine de l'Université Radboud. Ses recherches combinent des méthodologies innovantes pour explorer les interactions multidimensionnelles qui sous-tendent les (im)-mobilités humaines transnationales et des pratiques migratoires dans le contexte du changement climatique. Il a précédemment publié des travaux sur les perceptions économiques et celles du risque qui motivent la migration irrégulière à travers le désert du Sahara et la mer Méditerranée vers l'Europe.

Contact : [joseph.inyama@ru.nl](mailto:joseph.inyama@ru.nl)

Lothar Smith est Maître de Conférences en Géographie humaine à l'Université Radboud et chercheur associé au Centre africain pour les migrations et la société de l'Université du Witwatersrand. Il est spécialisé dans les études sur la mobilité humaine, les dynamiques translocales et les études sur les moyens de subsistance.

Contact : [lothar.smith@ru.nl](mailto:lothar.smith@ru.nl)

Jeroen Warner est Maître de Conférences en Études des catastrophes, et il s'intéresse tout particulièrement à la gouvernance des conflits locaux et translocaux autour des ressources, ainsi que ceux induits par le changement climatique.

Contact : [jeroen.warner@wur.nl](mailto:jeroen.warner@wur.nl)

Arnoud Lagendijk est Professeur de Géographie économique à l'Université Radboud. Il possède une longue expérience dans le domaine du développement régional et de la politique régionale, et a publié de nombreux ouvrages sur des thèmes tels que l'innovation, le regroupement, l'élaboration de stratégies, les identités régionales et la diffusion des pratiques socio-économiques.

Contact : [arnoud.lagendijk@ru.nl](mailto:arnoud.lagendijk@ru.nl)

#### À propos de Climate Mobility Africa Insights

Climate Mobility Africa *Insights* est une publication du Réseau de recherche sur la mobilité climatique en Afrique (RRMCA) – un réseau pluridisciplinaire bilingue (français+anglais) de chercheurs et de décideurs politiques, visant à promouvoir des réponses juridiques et politiques fondées sur des données factuelles en matière de mobilité climatique en Afrique. Climate Mobility Africa *Insights* bénéficie du généreux soutien de la Fondation Robert Bosch. Pour en savoir plus, visitez le site Internet [www.cmarnetwork.com](http://www.cmarnetwork.com).

# Repenser la gouvernance face à la mobilité climatique : Intégrer les perspectives locales dans les politiques d'adaptation au changement climatique dans les contextes vulnérables en Afrique

## CONTEXTE

Ces dernières années, le débat sur la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique a évolué et reconnaît désormais ses impacts multiformes dans les régions hautement vulnérables aux catastrophes climatiques qui surviennent en cascade.<sup>1</sup> Caractérisée par la diversité de ses écosystèmes et ses complexités socio-économiques et culturelles, l'Afrique est confrontée à des défis importants dans le contexte de la crise climatique, en particulier dans les situations où le changement climatique a un impact sur les moyens de subsistance et la mobilité humaine.

Les mouvements de populations constituent l'une des réponses à l'évolution des conditions météorologiques et aux événements environnementaux perturbateurs associés au changement climatique. Des études récentes ont mis en évidence une augmentation de la mobilité humaine liée au changement climatique (et associée à des facteurs économiques, culturels et politiques) dans diverses régions d'Afrique.<sup>2</sup> La mobilité humaine liée au climat reflète et met en lumière les changements socioculturels et environnementaux plus importants qui se produisent dans le contexte de la crise climatique. En conséquence, il est nécessaire de repenser les cadres d'adaptation et de gouvernance existants afin d'y intégrer des perspectives et des stratégies plus inclusives et menées par les populations locales.

La présente note d'orientation préconise de repenser les priorités et les actions définies dans les politiques des États africains en matière de mobilité et d'adaptation au changement climatique. Elle plaide plus particulièrement en faveur d'un changement de paradigme : au lieu de se concentrer sur les tendances mondiales et les cadres d'adaptation de type descendant, il convient de se concentrer sur les idées et les perspectives locales. Les approches descendantes de l'adaptation peuvent être inappropriées et manquer de sensibilité pour répondre à la dynamique et à la complexité de l'(im)mobilité liée au climat dans les contextes locaux,<sup>3</sup> cependant des approches plus localisées — intégrant les expériences vécues et les savoirs traditionnels — pourraient contribuer à assurer une adaptation plus efficace et des moyens de subsistance durables pour les individus et les communautés dans les contextes vulnérables.

---

<sup>1</sup> R. Hoffmann, K. Vinke & B. Šedová, "Strengthening the science – policy interface in the climate migration field" (2023) 61 (5) *International Migration* 0020-7985; H. Upadhyay et al., 'Conceptualizing and contextualizing research and policy for links between climate change and migration' (2015) 7(3) *International Journal of Climate Change Strategies and Management* 394; H. Wray, K. Charsley, G. Kolbaşı-Muyan & L. Smith, 'Introduction to Special Issue: Family Migration in Times of Crisis' (2023) 11(3) *Migration Studies* 363.

<sup>2</sup> H.O. Pörtner et al., 'Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution du Groupe de travail II au Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat' Genève : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2022) (GIEC) ; voir également N. Nyandiko, "Intégrer la mobilité humaine dans les lois, les politiques et les stratégies de réduction des risques de catastrophes des États africains" CMARN *Insights* Note d'orientation n° 2/2023 (2023).

<sup>3</sup> D. Conway, R.J. Nicholls, S. Brown et al., 'The need for bottom-up assessments of climate risks and adaptation in climate-sensitive regions' (2019) 9 *Nat. Clim. Chang.* 503.

**« Le problème est que ces acteurs nationaux ne sont pas informés ou conscients des besoins et des attentes des populations locales en matière de lutte contre la mobilité climatique. Nous avons eu ce partenariat descendant avec le gouvernement national. Cependant, l'inconvénient est que nous devons aligner nos projets sur les priorités nationales, et puisque [les autorités] ne comprennent pas les besoins des communautés locales, les priorités nationales s'écartent souvent des besoins fondamentaux de certaines de ces communautés qui subissent de plein fouet la crise climatique ».**

**Entretien avec la Responsable de programme à Spring of Life Foundation, Nigéria, 2023**

Les perspectives locales en matière de changement climatique et d'adaptation sont essentielles pour comprendre les particularités des impacts du changement climatique sur des groupes spécifiques et dans des environnements sensibles.<sup>4</sup> Les perspectives locales fournissent des informations nuancées sur les moyens de subsistance locaux, les conditions sociales et environnementales, qui pourraient donner lieu à des réponses plus ciblées et durables en matière de gouvernance. L'intégration des perspectives locales dans les stratégies nationales d'adaptation implique une refonte complète des processus socio-économiques, ce qui souligne le bien-fondé des partenariats multipartites établis en consultation avec les communautés locales. Une approche participative ascendante garantit que les connaissances, les besoins et les opinions des communautés locales sont pris en compte dans les documents politiques visant à améliorer les conditions de vie des communautés africaines qui se trouvent en première ligne face aux effets du changement climatique.

Cette note d'orientation s'appuie sur des données empiriques récentes issues d'une étude de cas menée en 2023 sur plusieurs sites dans quatre communautés vulnérables au climat situées dans le sud-est et le centre-nord du Nigéria<sup>5</sup>. L'étude a exploré les expériences vécues par les jeunes hommes et les jeunes femmes, ainsi que par d'autres acteurs, afin d'examiner comment les défis et les opportunités auxquels ils sont confrontés dans le contexte du changement climatique peuvent contribuer à l'élaboration de stratégies d'adaptation pour répondre à la mobilité humaine liée au climat.

En résumé, cette note d'orientation vise à contribuer à l'adaptation au changement climatique en Afrique en proposant des recommandations concrètes aux décideurs politiques et aux autres parties prenantes pour leur permettre de mieux comprendre les communautés locales affectées par le changement climatique afin de mieux interagir avec elles. Ce document souligne la nécessité d'une collaboration multipartite et d'une approche inclusive de la gouvernance climatique. Les recommandations formulées dans cette note d'orientation visent à élaborer des approches de gouvernance plus inclusives qui non seulement répondent aux défis immédiats de la mobilité humaine et de l'adaptation face au changement climatique, mais offrent également des pistes pour des solutions à plus long terme.

<sup>4</sup> C. Romankiewicz & M. Doevenspeck, 'Climate and Mobility in the West African Sahel: Conceptualising the Local Dimensions of the Environment and Migration Nexus' in H. Greschke & J. Tischler (eds) *Grounding Global Climate Change* (2015).

<sup>5</sup> J. Inyama. *Understanding the Impact of Climate Change Enhanced Vulnerability to Natural Hazards & Disasters (CCEVND) on Transnational Migration*, thèse de doctorat, Radboud University, The Netherlands (soutenance prévue pour 2025).

### MÉCONNAISSANCE DU CONTEXTE LOCAL PAR LES DÉCIDEURS POLITIQUES

La connaissance et la compréhension adéquates des expériences vécues par les populations touchées sont essentielles pour aborder les complexités de la mobilité humaine dans le contexte du changement climatique. Cependant, les données empiriques recueillies en 2023 au Nigéria suggèrent que les agences gouvernementales et les décideurs politiques ne sont généralement pas informés des impacts du changement climatique sur les communautés qui subissent de plein fouet la crise climatique. Par exemple, les rapports récents du GIEC indiquent que les impacts du changement climatique sur les humains et la nature s'intensifieront au fil du temps.<sup>6</sup> Cependant, notre étude empirique montre que les décideurs politiques ne comprennent souvent pas que les impacts du changement climatique ne sont pas seulement d'ordre environnemental, mais aussi d'ordre socio-économique.

Dans ce contexte, il est essentiel que les décideurs politiques comprennent mieux de quelle manière le changement climatique interagit avec les conditions sociales plus larges dans les communautés touchées pour impacter les moyens de subsistance, et dans quelle mesure ces facteurs contribuent à la mobilité humaine dans différents contextes.<sup>7</sup> Par exemple, dans certains endroits, les conséquences des inondations peuvent être ressenties plus rapidement dans les communautés agricoles que dans les communautés pastorales ou de pêcheurs. De telles informations sont essentielles à l'élaboration de plans d'intervention efficaces à court, à moyen et à long terme, qui reflètent les besoins de la communauté.

Pour combler les lacunes en matière de connaissances, il convient d'adopter une approche fondée sur les données qui combine les connaissances scientifiques et les savoirs autochtones. À cet effet, dialoguer avec les communautés locales pour comprendre leurs expériences vécues peut aider à mieux comprendre les stratégies locales de développement durable et les réponses autochtones aux

**« Nous ne sommes impliqués dans aucun des processus, discussions ou négociations visant à lutter contre les effets du changement climatique au sein de la communauté. Par exemple, le gouvernement ne tient pas compte de l'impact des politiques de développement qui ont pour conséquence l'accaparement des terres et qui entravent nos aspirations quotidiennes, car nous dépendons essentiellement de ces terres pour notre subsistance. Si l'accès à la terre est restreint, je ne peux plus vivre de manière durable au sein de la communauté. J'aimerais qu'ils prennent en compte nos opinions et nos aspirations lorsqu'ils décident des réponses politiques à apporter à la crise du changement climatique. »**

**Entretien avec un jeune homme de la communauté de Mu, centre-nord du Nigéria, 2023**

<sup>6</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) « Résumé à l'intention des décideurs » (2023) dans *Changement climatique 2023 : Rapport de synthèse. Contribution des groupes de travail I, II et III au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.*

<sup>7</sup> D.S.G. Baptista et al., 'Climate change and chronic food insecurity in sub-Saharan Africa' IMF Department Papers (2022).

chocs climatiques qui ont fait leurs preuves. Ces connaissances peuvent à leur tour contribuer à l'élaboration de politiques locales et nationales plus complètes et plus respectueuses de la culture.

## **POLITIQUES INEFFICACES ET CONSÉQUENCES IMPRÉVUES**

La non prise en compte des connaissances et des perspectives locales peut entraîner des répercussions négatives sur un large éventail de domaines politiques, y compris les politiques environnementales et de développement. Par exemple, même si les politiques environnementales sont conçues pour protéger l'écosystème, elles peuvent entraîner des conséquences imprévues si elles ne sont pas stratégiquement adaptées aux conditions de vie locales et aux pratiques culturelles traditionnelles. En particulier, ces politiques peuvent ne pas reconnaître les droits communaux existants sur les ressources naturelles, telles que la terre,<sup>8</sup> ou restreindre l'accès de la population rurale aux terres traditionnelles réservées à la chasse ou à l'agriculture, ainsi qu'aux zones de pêche.<sup>9</sup> Cela pourrait involontairement créer des tensions entre les communautés voisines qui dépendent de la terre ou d'autres ressources naturelles, voire conduire à des conflits violents et provoquer le déplacement de populations qui se trouvent en première ligne face à la crise climatique.<sup>10</sup> Cette situation peut également entraîner une baisse de la productivité agricole, poussant les communautés fortement dépendantes des ressources naturelles à se déplacer en quête de meilleures conditions de vie.

Dans le même ordre d'idées, les politiques de développement conçues pour favoriser la croissance économique — par exemple, les grandes exploitations agricoles ou les projets d'infrastructure — peuvent perturber les moyens de subsistance traditionnels, entraînant le déplacement forcé de populations. C'est ce qui ressort de l'une de nos études de cas effectuées sur le terrain dans le sud-est du Nigéria dans le cadre d'une étude empirique menée en 2023. Ce phénomène perturbe non seulement les structures traditionnelles de subsistance, mais aussi les identités culturelles et les structures sociales. Il en résulte souvent un déferlement de populations rurales vers les zones urbaines, ce qui entraîne l'expansion des bidonvilles (ghettos) et l'augmentation des mouvements migratoires transnationaux.

---

<sup>8</sup> S. Vigil, 'Without Rain or Land, Where Will Our People Go? Climate Change, Land Grabbing and Human Mobility. Insights from Senegal and Cambodia' *Global governance/politics, climate justice & agrarian/social justice: linkages and challenges* (2016).

<sup>9</sup> O. A. Somorin, 'Climate impacts, forest-dependent rural livelihoods and adaptation strategies in Africa: A review' (2010). 4(13) *African Journal of Environmental Science and Technology* 903.

<sup>10</sup> D. Calmon, C. Jacovetti and M. Koné, 'Agrarian climate justice as a progressive alternative to climate security: Mali at the intersection of natural resource conflicts' (2021) 42 (12) *Third World Quarterly* 2785.

**« [Q]and j'étais enfant, les questions de forêt et de conservation étaient prises au sérieux et préservées par les connaissances locales. Mais aujourd'hui, ces forêts ont été décimées au profit d'activités économiques d'intérêt privé. Aujourd'hui, les communautés dont les moyens de subsistance dépendent de la forêt et de la faune ont complètement perdu ces ressources, ce qui a provoqué une migration massive hors de ces zones rurales en raison des effets du changement climatique et des politiques environnementales médiocres qui ne tiennent pas compte du rôle des communautés. Les acteurs étatiques doivent trouver un moyen de prendre en considération l'avis des communautés dans l'élaboration des politiques et d'utiliser leurs savoirs traditionnels dans la conservation des moyens de subsistance des populations rurales ».**

**Entretien avec la  
Responsable mondiale du  
Programme des femmes pour  
l'environnement, 2023**

Pour relever ces défis, les agences gouvernementales et les décideurs politiques doivent adopter une approche inclusive dans la formulation des politiques dans différents domaines, afin de s'assurer que ces politiques reflètent et prennent en compte les réalités sociales — y compris les conditions de vie, la dynamique culturelle et les perspectives de mobilité — des communautés locales directement touchées par le changement climatique. En outre, ces politiques devraient être flexibles et adaptées aux besoins et aux conditions de vie de ces communautés.

### **ADOPTION D'UNE APPROCHE MULTIPARTITE**

Une approche multipartite, qui donne la priorité aux perspectives locales — y compris l'expérience vécue et les connaissances traditionnelles — est fondamentale si l'on veut élaborer des réponses ciblées et durables en matière d'adaptation aux crises climatiques. Pour remédier à la méconnaissance actuelle du contexte local par les gouvernements et les décideurs politiques, il convient d'adopter une approche collaborative et multipartite qui permet de réunir les agences gouvernementales nationales et locales, les chefs de communautés, les ONG, les chercheurs et le secteur privé.

Une approche multipartite de l'élaboration des politiques doit surtout impliquer directement les membres des communautés qui subissent de plein fouet la crise climatique. Chaque membre de la communauté apporte une perspective et une expertise uniques, ce qui rend très précieuse leur contribution collective à l'élaboration de réponses efficaces en matière de mobilité et d'adaptation au changement climatique. Les savoirs endogènes locaux, ainsi que les infrastructures traditionnelles qui soutiennent les mécanismes de survie en cas de catastrophes climatiques, peuvent apporter une contribution importante aux politiques relatives au climat à l'échelle locale et nationale.

Concrètement, une approche multipartite requiert la collaboration des acteurs étatiques et non étatiques pour établir des plateformes réunissant les communautés et d'autres parties prenantes. Ces plateformes devraient faciliter le dialogue, en permettant aux parties prenantes de partager leurs savoirs et leurs défis, de réfléchir aux opportunités et aux solutions, et de participer au suivi et à l'évaluation des stratégies d'adaptation au changement climatique après leur mise en œuvre. Le dialogue entre toutes les parties prenantes devrait reconnaître les différents besoins et contributions



de chaque partie, assurer une participation égale des populations vulnérables et intégrer les savoirs traditionnels pour garantir des pratiques d'adaptation pertinentes au contexte.

En définitive, une approche multipartite favorise un sentiment de responsabilité partagée et l'élaboration de plans d'action collectifs qui renforcent la résilience des moyens de subsistance des populations rurales dans les contextes vulnérables de l'Afrique.

## RECOMMANDATIONS

1. Les gouvernements nationaux et les autres parties prenantes devraient créer et/ou développer des plateformes multipartites afin de faciliter le dialogue et renforcer la collaboration entre les décideurs politiques et les communautés affectées.
2. Les gouvernements nationaux et les autres décideurs politiques devraient adopter une approche participative ascendante pour pleinement intégrer les savoirs locaux, les expériences vécues, les besoins et les opinions des communautés locales qui subissent de plein fouet les conséquences du changement climatique.
3. Les gouvernements nationaux et les autres parties prenantes devraient investir dans la recherche scientifique afin d'explorer et de comprendre les expériences vécues par les communautés qui se trouvent en première ligne du changement climatique, et contribuer ainsi à générer des connaissances qui soutiennent directement des réponses politiques efficaces et ciblées.
4. Les gouvernements nationaux devraient développer un modèle de suivi de la mobilité climatique qui identifie l'impact du changement climatique sur différents groupes au sein de différentes communautés, afin de fournir des informations contextuelles pour le développement de mesures d'adaptation au changement climatique spécifiques et ciblées dans les contextes vulnérables d'Afrique.